

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 118 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2790 - Prix : 1€

**ÉDITORIAL**  
**de Nathalie Arthaud :**

**Les Ehpad, miroir  
d'une société malade  
du profit !**

**Hausses des prix : les  
salaires doivent suivre !**  
Page 3

**Intervention de  
Macron : encore du  
blabla**  
Page 7

**Sainte Marie : école à  
la dérive, les parents  
protestent**  
Page 8

**Violences à Saint-  
Benoît : le maire  
« fusille » les plus  
pauvres**  
Page 9

**Madagascar**

**Victime de  
cataclysmes naturels,  
mais surtout de la  
gabegie capitaliste et  
étatique !**  
Page 12



## Les Ehpad, miroir d'une société malade du profit !

Le scandale Orpea, ce groupe privé gestionnaire d'Ehpad, illustre comment la recherche du profit gangrène toute la société.

Personnes âgées laissées sans soin, mal nourries, rationnées en protections ; aides-soignants en sous-effectif permanent, en intérim ou en CDD avec des salaires inférieurs à 1 400 euros ; surfacturation des produits d'hygiène ou des matériels médicaux payés par l'Assurance maladie et les conseils départementaux. Ce qui se passe dans des Ehpad privés haut de gamme, où la moindre chambre coûte 6 500 euros par mois, donne une idée de la façon dont la société traite les retraités des classes populaires

Devant l'émotion, campagne présidentielle oblige, tous les candidats y sont allés de leur indignation. Le gouvernement a annoncé une enquête et convoqué la direction du groupe. Comme si le scandale des Ehpad était nouveau !

Les travailleurs des Ehpad, en première ligne tout au long de l'épidémie, dénoncent depuis des années la maltraitance imposée aux résidents. Ils ont multiplié les grèves pour obtenir des conditions de travail dignes, réclamer des embauches et des augmentations de salaires.

Profitant du vieillissement de la population et du nombre très insuffisant des maisons de retraite publiques, les capitaux privés se sont engouffrés dans le secteur des Ehpad, avec le soutien des gouvernements successifs. Pour les capitalistes, le corps des retraités est une marchandise comme une autre. Ils la nomment "l'or gris". Ce qui a toujours été naturel dans les sociétés humaines, prendre en charge collectivement les anciens, est devenu source de profit.

Orpea, Korian, DomusVi, quelques grands groupes cotés en Bourse, se partagent 20 % du marché. Le secteur est si rentable qu'Orpea a versé à ses actionnaires des dividendes de 12 ou 13 %. On trouve parmi eux la société financière de la famille Peugeot. La famille Mulliez fait aussi dans les Ehpad. Pour la bourgeoisie, l'automobile, la distribution ou la dépendance ne sont que des supports interchangeables pour placer leurs capitaux pléthoriques.

Pour développer leurs affaires, ces groupes privés ont trouvé le soutien de l'État. Entre 2002 et 2012, période où la construction d'Ehpad et de cliniques privées a explosé, le groupe Orpea a bénéficié du soutien sans faille de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, pour obtenir crédits et autorisations d'ouverture.

Quelle que soit l'écurie politique au pouvoir, toutes les institutions, tous les ministères, sont conçus pour aider les bourgeois à faire des affaires. Dès 2014, Claude Evin, directeur de l'Agence régionale de santé francilienne, avait dénoncé les rétrocommissions pratiquées par le groupe Korian au détriment de l'ARS. Aucun ministre dédié aux personnes âgées, ni sous Hollande, ni sous Macron, n'a bougé le petit doigt.

Les mieux placés pour rendre publiques les malversations financières et les scandales multiples, dans les Ehpad comme ailleurs, ce sont les travailleurs, des aide-soignantes aux comptables en passant par les magasiniers. Aujourd'hui, ceux qui osent dénoncer magouilles et dysfonctionnements, y compris les militants syndicaux, sont traqués et licenciés, et tous les témoins demandent l'anonymat. Eh bien, il faut imposer la suppression du secret commercial et des affaires, le contrôle par ceux d'en bas !

Pour s'occuper dignement des anciens, il faut embaucher massivement dans les Ehpad, publics ou privés, comme dans les hôpitaux. Les travailleurs des Ehpad, dont beaucoup sont issus de l'immigration et que Zemmour ou Le Pen stigmatisent, sont indispensables. Quand ils revendiquent des embauches, ils se battent pour l'intérêt des résidents, des familles et donc pour l'intérêt général. Dans cette société, ce sont les travailleurs qui ont le plus grand sens des responsabilités. Ils doivent la diriger.

Personne ne peut vivre avec 1400 euros par mois alors que les prix flambent. Dans les Ehpad comme ailleurs, il faut imposer des augmentations de salaires de 300, 400, 500 euros pour rattraper le pouvoir d'achat perdu. Pas un salaire, pas une pension ne doivent être inférieurs à 2000 € net par mois. Face au retour durable de l'inflation, la seule protection, c'est l'indexation des salaires et des pensions sur les prix.

Aucune de ces mesures ne tombera du ciel. Elles devront être imposées par nos mobilisations. C'est le programme de combat que je défends dans cette élection présidentielle.

**Nathalie ARTHAUD**

## **Hausses des prix : les salaires doivent suivre !**

Le gazole, le super 95, le fioul domestique, l'énergie en général comme les prix des produits alimentaires sont repartis à la hausse. Alors, beaucoup en sont réduits à se serrer la ceinture. Selon le Secours populaire, en France, dans un des pays les plus riches du monde, une personne sur quatre ne mange pas à sa faim et une sur cinq saute des repas.

Mais les hausses de prix ne tombent pas du ciel. Les grands groupes capitalistes en profitent et en sont même à l'origine. Si le prix du pétrole grimpe en flèche depuis deux ans, et a été multiplié par plus de trois sur cette période, les manipulations des grands trusts du pétrole y sont pour beaucoup. Depuis longtemps ils se préparent à la transition

écologique. S'ils ne savent peut-être pas vraiment quel type d'énergie sera produit dans quelques années, ils savent qu'ils ne veulent pas se laisser enlever le profitable marché de l'énergie. Et pour cela ils utilisent leur position dominante actuelle.

Une poignée de grands groupes pétroliers mondiaux, dont TotalÉnergies, se sont donc entendus pour agir ensemble sur la production et les prix. En faisant monter ceux-ci, ils font payer aux consommateurs leurs futurs investissements liés à leur re-conversion énergétique.

Toute l'économie mondiale en est ébranlée et chaque entreprise répercute sur ses consommateurs les hausses des prix de l'énergie. Il s'y ajoute les manipulations particulières

d'autres trusts dans d'autres branches, comme celles des semi-conducteurs, du transport maritime et bien d'autres. Ce n'est pas pour rien que les grands groupes capitalistes de tous ces secteurs affichent cette année des profits exceptionnels.

Devant les hausses de prix, la crainte du patronat est que les travailleurs réclament des hausses de salaires correspondantes. Mais le mécontentement étant si profond, les travailleurs ne se contenteront peut être pas de revendiquer dans les cadres habituels, entreprise par entreprise ou branche par branche. Si le grand patronat avait alors à faire face à une explosion sociale généralisée, ce serait bien la seule chose qu'il n'aurait pas volée.

Il y a une semaine l'État français par la voix du préfet de La Réunion, a confirmé sa volonté de poursuivre le soutien public à la filière canne locale.

L'État, l'Europe, la Région, le Département continueront de verser les 133 millions d'aides par an pour La Réunion.

Mais pour les syndicats des planteurs et l'usiner Tereos ce n'est pas suffisant.

Hollande en son temps, avait mis sur la table 28 millions (38 millions en comptant les Antilles) pour compenser le soi-disant manque à gagner causé par la fin des quotas sucriers européens.

Avec Macron, ils en veulent plus !

Ils réclament pas moins de 20 millions pour les planteurs et 15 millions pour l'usiner.

Ils auront probablement gain de cause pour tout ou partie, avec ce loyal serviteur de la bourgeoisie.

Ainsi, les planteurs, en particulier les plus gros et le groupe capitaliste

## **La passé, met encore !**

Tereos continueront à se partager le gâteau. Mais les ouvriers agricoles, ceux des deux usines sucrières, les techniciens agricoles, eux, ne verront pas un centime de tout cet argent public.

Pire, les dirigeants de Tereos, du Centre technique (CTICS), de la Chambre d'Agriculture, de eRcanne, etc. font du chantage à l'emploi s'ils n'obtiennent pas tous les financements qu'ils demandent.

Si les discussions «autour d'une table» avec l'Europe, l'État, les collectivités locales marchent pour les patrons pour augmenter leurs profits, les travailleurs eux, devront compter sur leur solidarité et leurs luttes pour les augmentations de salaires, l'embauche, l'amélioration des conditions de travail, etc.

Alors, préparons les luttes futures !

### **PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 5 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 6 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 11 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 19 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

## L'État au secours des patrons d'Air Austral

Wikimedia Commons



Les dirigeants de la compagnie régionale d'aviation qui se lamentaient d'être discriminés par rapport à leurs petits copains de la concurrence viennent de se voir attribuer coup sur coup deux nouvelles aides conséquentes de l'État. La première début janvier de 20 millions et une rallonge fin janvier

de 10 autres millions d'euros.

La direction d'Air Austral, comme on pouvait le prévoir, n'a aucunement l'intention d'en faire bénéficier ses salariés, qu'ils soient en poste ou qu'ils aient été poussés en 2020 vers la porte.

Dans un communiqué, elle déclarait qu'elle allait utiliser cette

masse d'argent frais à une « opération de restructuration de l'entreprise ».

Que se cache-t-il derrière ce terme ? Une opération de fusion avec son concurrent Corsair, ou une réorganisation interne, toutes mesures qui ne pourraient amener que de nouveaux désagréments pour les travailleurs et travailleuses de la compagnie (suppressions d'emplois, flexibilité accrue des horaires, changements fréquents de lieux de travail, etc).

Car il n'y a rien à attendre de bon des patrons. Même quand leurs affaires reprennent, ce sont les actionnaires et les dirigeants qui se gavent et les salariés qui restent à terre. Les travailleurs d'Air Austral ont tout intérêt à se tenir prêts à riposter aux mauvais coups à venir !

## Richesses : ceux qui les créent et ceux qui les empochent

Le dernier rapport de l'ONG Oxfam illustre le creusement des inégalités à l'échelle de la planète. Elles ont prospéré comme jamais durant la pandémie.

En France, la fortune des milliardaires a augmenté plus rapidement en dix-neuf mois de pandémie qu'en une décennie.

Les cinq capitalistes les plus riches du pays ont vu leur fortune doubler pendant cette période, en augmentation de 173 milliards d'euros, soit le prix de centaines d'hôpitaux et de dizaines de milliers d'écoles, moyens et travailleurs nécessaires compris ! Bernard Arnault, à la tête de LVMH, les frères Wertheimer, aux commandes de Chanel, François Pinault, du groupe Kering, et Françoise Meyers-Bettencourt, actionnaire principale de L'Oréal, possèdent ainsi à eux cinq autant que 40 % des Français les plus pauvres. Pendant ce temps, selon le même rapport, les plus précaires, parmi lesquels un nombre conséquent de travailleurs et d'étudiants, ont vu leur situation s'aggraver, et 10 % de la population du pays dépend maintenant de l'aide alimentaire pour man-

ger.

Ce bond en avant des fortunes des plus riches est directement lié aux largesses des États et des banques centrales, qui ont abreuvé sans compter les capitalistes d'argent public et de crédits gratuits. Ce sont ces pa-



Eric Fenouil

L'île privée de Bernard Arnault aux Bahamas

trons milliardaires qui modèlent l'économie et qui s'assurent les services de gouvernements chargés d'expliquer qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires, qu'il faut repousser l'âge de départ en retraite et diminuer les allocations des chômeurs !

Mais l'augmentation des fortunes

capitaliste. La crise sanitaire agit comme un révélateur, soulignant le fonctionnement de base de ce système, où une catastrophe faisant des millions de victimes et plongeant dans une plus grande misère toute une partie de la planète est un accélérateur de richesses pour la minorité de parasites qui en tient les rênes.

## Voitures : ça roule pour les milliardaires

Les voitures à plus de 200 000 euros ne se sont jamais aussi bien vendues dans le monde, se félicitent les actionnaires de grands groupes automobiles.

Selon Volkswagen, propriétaire des marques Bentley, Lamborghini et Bugatti, ses voitures de luxe, et plus particulièrement les SUV, se sont « vendues comme des petits pains ». Bugatti a même annoncé avoir eu 150 commandes pour des automobiles coûtant dans les 3 millions d'euros !

De son côté, Rolls Royce, qui appartient au groupe BMW, n'est pas en reste, puisque son patron annonce avoir battu un record historique de ventes. « *il y a beaucoup d'argent prêt à être dépensé*, a-t-il déclaré, ajoutant : *J'ai été impressionné par le nombre de clients qui nous ont confié qu'avec le Covid, ils avaient compris qu'ils pouvaient mourir demain et que c'est maintenant qu'il faut profiter de la vie.* » On peut le laisser considérer que rouler dans une voiture de luxe c'est profiter de la vie, et

que chacun a des horizons à sa mesure ; reste que les bons résultats de ces firmes indiquent aussi que les ultra-riches sont de plus en plus nombreux.

Comme le constate avec cynisme le président de la Fédération italienne des concessionnaires lui-même : « *C'est partout pareil : après les crises, les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres.* » Il faut vraiment arracher le volant à ces parasites dorés.

## Choose France : l'éloge d'un paradis fiscal

Macron s'est félicité du prétendu succès de l'opération Choose France, destinée depuis cinq ans à attirer les investisseurs étrangers, et a vanté comme une prouesse l'annonce pour 2022 de 21 investissements, d'un montant cumulé de quatre milliards d'euros.

Selon le gouvernement, 26 000 emplois seraient créés. Mais, en fait, il s'agit de 10 000 CDI et de 16 000 emplois intérimaires. Par exemple, BASF a annoncé en grande pompe la mise en service d'une nouvelle usine en Alsace. Mais, si 500 personnes vont être employées pour sa construction, seulement une cinquantaine de postes pérennes seront créés par la suite.

En fait, si les profits sont privés, ces investissements sont largement financés par l'argent public, directement de l'ordre de 5 à 10 % de leur montant, mais ils bénéficient aussi et en plus de l'ensemble des cadeaux et exemptions fiscales destinés au patronat.

En effet, à la suite de ses prédécesseurs, Macron a depuis cinq ans largement encouragé le parasitisme de la bourgeoisie au détriment des caisses de l'État et des droits des travailleurs. Le montant des aides aux entreprises, en fait aux actionnaires, est passé de 150 à 200 milliards d'euros en 2019 à 260 milliards en 2022. Le taux des impôts sur les sociétés est passé de 33 % en 2017 à 25 % aujourd'hui. Les impôts de

production ont été réduits de moitié, pour un coût de 10 milliards par an. Le scandaleux crédit impôt recherche, qui subventionne les groupes privés, a été pérennisé et lui coûte six milliards d'euros par an, près de deux fois le budget du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), réduit de son côté à la portion congrue. Le gouvernement a remplacé l'impôt sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) qui ne porte plus sur les actifs financiers, actions ou obligations.

Le site gouvernemental se félicite aussi de la « transformation du modèle social français » et énumère la liste des remises en cause des droits des travailleurs que Macron a initiées

ou poursuivies : accords de performance collective, simplification des licenciements économiques, allègement des cotisations patronales, réforme et attaques contre l'assurance chômage.

L'ensemble de ces mesures a aggravé considérablement le niveau de vie des travailleurs et lourdement handicapé le fonctionnement des services publics, comme la santé, les transports, l'enseignement ou l'entretien des équipements publics. Pendant que les profits explosaient, le chômage et la misère ont augmenté.

Le paradis fiscal destiné à accueillir les uns est un enfer social pour les autres.



## Armateurs géants : piraterie à grande échelle

Maersk, premier armateur mondial pour le trafic de conteneurs, a publié par anticipation ses résultats financiers pour 2021.

Il prévoit un bénéfice avant impôts de 24 milliards de dollars, soit au final 16 milliards de dollars de cash dans ses caisses. La société décrit ce bénéfice colossal comme le « *résultat d'une situation exceptionnelle du marché causée par des difficultés sur la chaîne logistique mondiale* ». Les difficultés en question, engorgement des ports, retards de livraisons, ruptures d'approvisionnement dans plusieurs branches d'industrie ne doivent que peu à l'épidémie de Covid mais beaucoup à la politique passée et présente des armateurs géants.

Le transport par conteneurs, les progrès logistiques, informatiques, navals, l'aide multiforme des États ont conduit à ce que 90 % du commerce mondial passe par mer. Il n'est pas rare que des produits semi-finis fassent plusieurs allers-retours

entre diverses usines et divers continents, rendant l'industrie mondiale très dépendante de la fluidité du trafic maritime. Par ailleurs, la tendance à la concentration des entreprises capitalistes fait que le trafic de conteneurs est dominé par trois groupes, Maersk, MSC et CGA-CGM. La course à la taille, celle des navires conditionnant celle des installations portuaires, conduit à la réduction du nombre de ports.

L'épidémie, l'arrêt temporaire de certaines usines et ports chinois en particulier, puis la reprise générale et rapide du trafic auraient dans ces conditions été le caillot de trop précipitant l'infarctus d'un système déjà engorgé.

Cette version officielle des armateurs et des commentateurs n'est déjà pas à la gloire du système capitaliste. Mais la vérité est plus lamentable encore. Connaissant bien le problème, et pour cause, les armateurs l'ont sciemment amplifié pour faire monter les tarifs. Ils ont volontairement

réduit l'offre de conteneurs, laissant leurs navires à l'ancre, et sont parvenus à faire monter les prix de 80 % puis à les maintenir à ce niveau tout l'an dernier. Ainsi, ils n'ont pas fait leur fortune en faisant fonctionner l'économie, mais en utilisant leur position de force pour en tirer profit en accentuant ses dysfonctionnements.



## Planète capitaliste : chômage en hausse

52 millions d'emplois de moins dans le monde relativement à 2019 : tel est le constat que l'Organisation internationale du travail (OIT), une branche de l'ONU, vient de faire dans son rapport annuel.

L'an dernier l'OIT croyait déceler « *les signes d'une timide reprise mondiale* ». Cet optimisme modéré relevait en fait de la méthode Coué car il s'avère que le nombre d'heures travaillées annuellement dans le monde a baissé de 2 % comparé à 2019. Le chômage touche ainsi officiellement 207 millions de travailleurs, en hausse de 10 % sur deux ans. Évidemment, cette statistique ignore toute la partie du monde du travail qui survit de petits boulots informels entrecoupés d'inactivité et qui n'est en général pas recensée par les États. Mais il est clair que le chômage s'aggrave. Les conséquences sont évidentes : « *30 millions*

*d'adultes sans travail rémunéré sont tombés en 2020 dans l'extrême pauvreté* », avance l'OIT.

On pourrait croire que la cause en est la pandémie. Ce n'est pas tout à fait le cas car le taux d'emploi mondial n'a cessé de reculer ces quinze dernières années sous l'effet de l'essor de la finance et du recul de la production. Il a bien entendu chuté nettement plus brutalement quand le Covid s'est répandu dans le monde au début de l'année 2020, après quoi il n'a même pas retrouvé son niveau de 2019.

Partout dans le monde les États ont aidé le plus massivement possible, selon leurs moyens, les entreprises à passer la crise sanitaire. Non seulement celles-ci ont survécu, mais les plus grandes affichent des profits insolents pour l'année 2021. Les travailleurs, eux, payent pour la survie du capitalisme, victimes des crises

économiques à travers les licenciements, la surexploitation, le chômage. À la base de l'économie mondiale, exerçant tous les métiers indispensables à la société, ils font les frais de l'appétit de profit de la bourgeoisie.



## Passé vaccinal : autoritarisme et incurie gouvernementale

Dimanche 16 janvier, les députés ont adopté le projet de loi instituant le passe vaccinal. Ce n'est pourtant ni un flicage généralisé de la population ni des amendes plus élevées qui stopperont les virus.

Désormais, pour entrer dans les lieux publics qui nécessitaient de présenter le passe sanitaire, il faudra avoir été vacciné, ou récemment rétabli du Covid. Plusieurs millions de personnes non-vaccinées se voient ainsi interdire l'accès aux cafés, restaurants et autres lieux de loisirs, ainsi qu'aux transports publics inter-régionaux.

Par ailleurs, les salariés soumis à l'obligation du passe sanitaire dans leur travail devront aussi fournir ce passe vaccinal. Cela donnera aux patrons concernés une nouvelle possibilité d'exercer leur pression sur les salariés.

L'amende prévue en cas d'infraction à l'obligation de présenter un passe vaccinal est portée à 1 000 euros contre 135 avant. Mais le gouvernement est aussi capable de faire preuve d'indulgence... quand il s'agit des patrons ! Ainsi, l'amende sanctionnant les employeurs en cas de non-respect des règles sur le télé-

travail est diminuée, passant de 1 000 à 500 euros.

Le vaccin est certes une arme contre le virus. Mais le passe vaccinal est, lui, une arme politique utilisée pour désigner les non-vaccinés comme des boucs émissaires et attiser la division avec ceux qui sont vaccinés. Le gouvernement cherche ainsi à masquer ses responsabilités dans l'insuffisance des moyens déployés dans la santé et dans les hôpitaux, et certainement pas à stopper la pandémie.

## Intervention de Macron : encore du blabla

Jeudi 27 janvier, Emmanuel Macron s'est entretenu par visioconférence avec des élus ultramarins dont ceux de La Réunion à propos de la situation sanitaire préoccupante (avec dans l'île un taux de positivité à la Covid le plus élevé de France).

De l'aveu même du président des maires Serge Hoareau, il n'y avait pas grand-chose à attendre de nouveau de l'échange avec le président.

Et effectivement, il n'en est rien sorti ou presque.

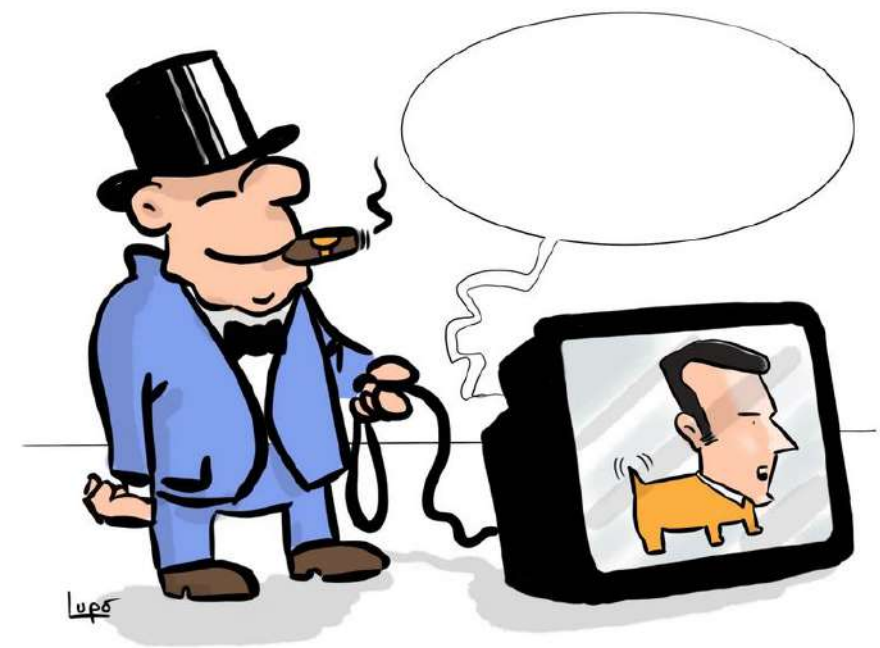
Les élus s'attendaient-ils à plus de moyens pour les hôpitaux ?

Macron et son ministre ont confirmé qu'il n'y aura pas d'augmentation conséquente du budget pour les établissements hospitaliers de La Réunion jusqu'à 2023.

En guise de moyens, ils ont annoncé la venue d'une délégation de l'Armée pour ...une mission de reconnaissance de la situation dans les hôpitaux en vue d'une aide de la médecine militaire.

Concernant la lutte contre la maladie, le gouvernement expédiera le nouveau vaccin Novavax en priorité dans les territoires ultramarins. Mais quand ? Combien ? Pas de précisions.

En revanche, le gouvernement a assuré que le fonds de solidarité aux



entreprises sera reconduit.

Macron pense à ses amis patrons !

Depuis le début de l'épidémie, il y a deux ans, la santé des classes populaires n'a jamais été la priorité du gouvernement qui a laissé le virus se propager, exposant la population, les travailleurs, en particulier les soignants, les employés des Ehpad, les aides à domicile au danger.

Ce n'est pas au moment où les scientifiques prévoient une possible décrue de l'épidémie, que Macron et sa bande vont lever le petit doigt pour mettre les moyens qu'il aurait

fallu.

Le seul et unique leitmotiv de Macron et de son gouvernement a été d'assurer les profits des capitalistes quoi qu'il en coûte...à la population.

Pour leur santé et leur bien être, les travailleurs devront s'organiser et lutter non seulement pour obliger les gouvernements, quels qu'ils soient, à mettre les moyens en prenant sur les profits des bourgeois mais surtout pour éradiquer le virus capitaliste qui ronge la société.

## « Plan blanc » dans les hôpitaux : de quoi voir rouge !

LO



Face à l'explosion de cas de Covid et par conséquent du nombre de malades admis dans les hôpitaux, les directions des établissements du

Groupe Hospitalier du Territoire de La Réunion ont pris la décision avec l'ARS de déclencher le « plan blanc » dans ces hôpitaux.

Ce plan autorise la mobilisation et l'adaptation des horaires des travailleurs hospitaliers aux nécessités de service. Concrètement, les soignants en repos seront rappelés, leurs congés reportés. Le personnel, déjà épuisé à force de cumuler des heures de travail, devra travailler encore plus.

Alors qu'on manque de bras, fin 2021, 200 contrats ont été arrêtés ! Pour augmenter le nombre de lits en médecine Covid et en réanimation, le CHU en supprime dans d'autres services et déprogramme des opérations.

Les hôpitaux sont au bord de l'asphyxie. Il faut que la colère explose !

### Sainte Marie : école à la dérive, les parents protestent

Lundi 31 janvier les parents d'élèves de l'école maternelle du quartier Terrain Elisa de Sainte-Marie ont bloqué son entrée pour dénoncer les conditions déplorables dans lesquelles leurs enfants sont scolarisés.

L'école de Terrain Elisa, qui se trouve dans un quartier excentré où la population est majoritairement pauvre, est en mauvais état depuis des années. Il y a trois ans, une partie des bâtiments menaçant de s'écrouler, la mairie l'a condamnée interdisant au personnel d'y mettre les pieds et a fait procéder à la pose d'étais. Ils sont toujours là !

À l'époque elle a prétendu que l'école serait reconstruite sur un ter-

rain attendant. Depuis le terrain en question a été revendu pour y construire un lotissement.

Mais ce qui a déclenché la colère des parents, c'est que les enfants de grande section ont vu défiler une dizaine de remplaçants depuis la rentrée de septembre 2021 suite à la démission d'un professeur.

Dans une autre classe, une enseignante est en télétravail, mais les parents travaillant ne disposent de personne, ou n'ont pas les moyens de payer des personnes à leur domicile pour s'occuper du travail scolaire de leurs enfants. Ainsi, certains contraints de déposer leurs enfants à l'école, ont découvert qu'il n'y avait même pas une Atsem pour les

prendre en charge.

Ces changements permanents d'enseignants et de façon de travailler ont pour conséquence de déstabiliser les enfants scolarisés. La coupe est pleine. Les parents veulent des enseignants et du personnel nommés définitivement.

Confronté à cette juste revendication le maire ne cherche qu'à noyer le poisson. Dans ce système dont il se fait le serviteur les besoins de la population passent après les cadeaux aux patrons, aux banquiers et aux actionnaires. Seule la lutte déterminée des travailleurs et de la population pourra imposer que l'argent public aille au service public, notamment celui de l'Éducation.

### Lycée Plateau Caillou : chantage au Pass vaccinal

Plusieurs dizaines d'élèves du lycée professionnel de Plateau Caillou à Saint-Paul ont manifesté lundi 31 janvier contre l'obligation au Pass vaccinal alors qu'ils préparent depuis des mois leur CAP ou leur bac Pro.

Ils dénoncent l'hypocrisie de l'administration qui les a laissés travailler en cours sans cette attestation pen-

dant des mois et les menace aujourd'hui de ne pas leur permettre de passer leurs examens en fin d'année scolaire. Ils dénoncent aussi les employeurs chez qui ils sont placés en stage et qui les menacent de ne plus les accepter dans leurs entreprises s'ils ne sont pas détenteurs du fameux sésame. Ils en ont aussi profité pour

dénoncer l'insalubrité de leur établissement scolaire où « *chambres et toilettes sont couvertes de moisissures* ».

Un avant-goût de l'exploitation qui les attend plus tard en tant que salariés et qu'ils ne digèrent pas !



## Université : Macron veut plus de sélection sociale

Invoquant le taux d'échec des étudiants, notamment en première année, Macron a évoqué une transformation « systémique » des universités.

« On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers sont considérés comme boursiers », a-t-il déclaré.

Il est clairement dit qu'il voudrait remettre en cause le financement de l'enseignement supérieur en faisant payer davantage les étudiants afin d'opérer une sélection. Actuellement, les frais d'inscription dans les universités varient entre 170 et 380 euros selon les diplômes préparés, à condition toutefois d'être français ou origi-

naire d'un pays de l'Union européenne. Pour les étrangers extra-européens, depuis la mesure décidée par le gouvernement Philippe en 2019, les frais se montent à 2 770 euros pour s'inscrire en licence, soit une hausse de 2 600 euros par an, et 3 770 si l'étudiant souhaite poursuivre en master. Cela avait déjà créé une première sélection par l'argent, excluant une grande partie des étudiants originaires d'Afrique.

Les frais d'inscription ne sont cependant pas seuls en cause dans la sélection sociale des étudiants : il faut déjà avoir les moyens de payer un loyer, de se nourrir correctement et de se déplacer, ce qui oblige nombre d'étudiants à trouver un emploi, ce qui est du temps pris sur les études.

Par ailleurs, les aides directes versées chaque année par l'État ont diminué de 39 euros, et un montant similaire a été perdu avec la baisse des APL. Cela crée une situation difficile pour les étudiants issus de milieux populaires dont beaucoup doivent se restreindre sur la nourriture ou la santé, et il deviendra impossible à certains ne serait-ce que d'envisager de poursuivre leurs études.

Macron voudrait visiblement faire comprendre aux familles populaires que leurs enfants n'ont rien à faire à la fac. Pas sûr que la jeunesse laisse passer cela sans réponse...

## Violences à Saint-Benoît : le maire « fusille » les plus pauvres

À la suite de l'agression d'un jeune et d'un gramoune par plusieurs jeunes au quartier de Bras-Fusil à Saint-Benoît le week-end du 22 et 23 janvier, le maire Patrice Selly est sorti de ses gonds et réclame de la fermeté à l'égard des « désordres » et de leur famille.

À sa demande, toute une brigade de gendarmes et des policiers municipaux ont été déployés la nuit du 24 pour maintenir l'ordre.

Patrice Selly réclame que l'État, la Justice, les bailleurs sociaux jouent « collectif » pour sévir contre les « fauteurs de troubles ».

Il n'hésite pas à parler « de meutes de jeunes comme on parle de meutes de chiens » et à montrer du doigt les familles mahoraises et comoriennes qui « accumulent des violences sur plusieurs générations » et qui « font du mal au vivre ensemble réunionnais ».

Il compte réunir les bailleurs sociaux pour réfléchir à la possibilité d'expulser les délinquants des cités, voire du territoire de La Réunion. De même qu'il saisira la CAF pour demander la suspension des allocations familiales en cas de suspicion de

fraudes... « sans aucun état d'âme ».

Ces actes de violence de quelques bandes de jeunes sont d'abord insupportables pour les habitants des quartiers populaires. Ils sont condamnables et inadmissibles. Mais stigmatiser les communautés mahoraise et comorienne attise la haine contre leurs membres en faisant l'amalgame entre délinquance et « étrangers ». Selly ne peut pas ignorer que c'est le meilleur moyen de souffler sur les braises pour raviver la xénophobie et le racisme à la manière des Le Pen et Zemmour.

Quant au soi-disant merveilleux

« vivre ensemble réunionnais », dont Selly se gargarise, il ne lui sert qu'à éviter d'expliquer les causes des maux de cette société : le chômage, les bas salaires et les retraites misérables, l'illettrisme, les violences contre les femmes, l'avenir bouché réservé à la jeunesse des classes populaires... pour n'en citer que quelques uns.

C'est contre les responsables de cette insécurité-là que Selly devrait partir en guerre. Pas contre leurs victimes.



## Candidats de gauche : en mal de rassemblement



Le 15 janvier, Christiane Taubira a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle.

Elle est sortie gagnante de la « primaire populaire », sans incidence sur l'émiettement de la gauche de gouvernement, ajoutant simplement une candidature. Les autres représentants de cette mouvance s'en moquent bien et continuent leurs campagnes respectives.

Une partie des électeurs traditionnels de la gauche regrettent l'absence d'une candidature unique qui permettrait de rassembler leurs suffrages et, espèrent-ils, de créer une dynamique lui permettant de figurer au second tour. Mais quelle politique une telle candidature proposerait-elle ? Taubira n'est pas avare de grandes phrases sur la solidarité, l'espérance, les valeurs communes et l'on en passe, mais on cherche en vain les propositions concrètes de cette ancienne ministre de Hollande, si ce n'est celle d'un smic à 1 400 euros, qui est la même que celle de Mélenchon et qui ne va pas loin.

Mélenchon, de son côté, rétorque que la candidature de rassemblement ne peut être que la sienne. Le discours prétendument rassembleur est le même du côté d'Anne Hidalgo pour le PS ou de Yannick Jadot pour Europe Écologie Les Verts.

Il n'y a là que des tentatives dérisoires, de la part de candidats de plus en plus nombreux, pour se rejeter la faute de l'absence d'unité. En réalité,

lorsque dans le passé un candidat de la gauche s'est trouvé en position de l'emporter, c'est parce qu'il se trouvait au sein de celle-ci une force, en l'occurrence le Parti socialiste, pouvant imposer son hégémonie aux autres et donner l'illusion qu'avec lui à la présidence, un changement serait possible. C'est bien cette situation qu'aucun discours, aucune manœuvre, ne suffiront à recréer.

De Mitterrand à Hollande, les présidents et gouvernements se réclamant de la gauche, de la social-démocratie, ont tenu les rênes comme la situation économique l'exigeait pour que les intérêts des capitalistes soient préservés. Après les promesses et les illusions créées, la déception, l'écœurement ont gagné leurs électeurs, passés ou potentiels.

Alors cette expérience du passé est là. L'électorat populaire dans sa majorité n'a pas oublié que ces politiciens ne sont que des marchands d'illusions, quand ce n'est pas de simples hologrammes.

## Zemmour : récidiviste en liberté



Zemmour vient d'être condamné à une amende de 10 000 euros pour avoir accusé les mineurs isolés d'être « des voleurs, des assassins, des violeurs ». Il avait déjà été condamné pour racisme en 2011 et 2018.

C'est pourtant à ce triste personnage que des quotidiens ouvrent leurs colonnes et les chaînes de télévision offrent une audience depuis plus de

dix ans.

Condamnation ou pas, son racisme aide les puissants en contribuant à diviser les exploités. C'est le « petit plus » que Zemmour offre à la bourgeoisie, pour servir au besoin.

## Union européenne : des dirigeants toujours plus réactionnaires

L'élection à la tête du Parlement européen, mardi 18 janvier, de la députée maltaise Roberta Metsola, du groupe de droite du Parti populaire européen (PPE), a suscité une certaine gêne.

Opposée au droit à l'avortement et à la contraception, elle est loin de présenter l'image d'une Europe modèle de démocratie et de progrès.

En France, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, s'est senti obligé de déclarer : « *Je vous le dis très sincèrement, le symbole de son élection me gêne.* » Cela n'a tout de même pas empêché les députés macronistes au Parlement européen, membre du groupe des libéraux Renaissance, et les socialistes d'apporter leur voix à

Metsola. En effet, à l'issue des élections de 2019, ces trois groupes avaient conclu un accord prévoyant notamment qu'un socialiste occuperait la présidence du Parlement pendant la première moitié du mandat et qu'un conservateur lui succéderait à partir de janvier 2022.

L'élection de Metsola est en effet symbolique de cette Europe qui,

suite page 11

malgré les prétentions de ses dirigeants, n'a jamais été capable de faire progresser les droits de femmes. À Malte, membre de l'Union européenne (UE) depuis 2004, les femmes n'ont toujours pas le droit d'avorter. En Pologne, le gouvernement de droite réactionnaire a pu faire adopter en 2020 une législation remettant en cause presque totalement le droit à l'IVG. Macron et ses homologues prétendent représenter un modèle social européen alors qu'ils n'ont jamais été capables de

mettre en place une législation unifiant les droits des travailleurs, ni même un salaire minimum européen. Leurs discours hypocrites sur la défense des libertés démocratiques masquent une réalité particulièrement révoltante : les morts, dans la Méditerranée et la Manche, de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants que l'UE refuse d'accueillir, la négation généralisée du droit d'asile s'accompagnant de la multiplication de centres de rétention pour migrants...

L'Union européenne n'a jamais

été autre chose qu'une coalition d'intérêts entre bourgeoisies et classes possédantes soucieuses avant tout de favoriser les profits des grands groupes capitalistes. L'élection d'une politicienne aussi réactionnaire que Metsola à la tête d'une des principales institutions de l'UE illustre à sa façon l'incapacité de l'Europe capitaliste en crise de promouvoir le moindre progrès, dans quelque domaine que ce soit.

## DANS LE MONDE

### KAZAKHSTAN

#### Après deux semaines de soulèvement populaire

À Almaty, capitale économique du Kazakhstan où ont eu lieu les affrontements les plus sanglants entre manifestants et policiers, « *l'ordre constitutionnel a été rétabli* », selon le président Tokaïev.

Les représentants des compagnies américaines Chevron et ExxonMobil, qui lui avaient demandé dès le 6 janvier de « *faire cesser les désordres* » ont donc eu satisfaction.

Petit à petit on retrouve dans les morgues des grandes villes les cadavres de personnes disparues durant ces deux semaines de quasi-insurrection contre le régime, avec la trace de tirs mortels. Des reportages ont fait état de queues devant ces morgues. Autant dire que même les 235 morts que reconnaissent les autorités sont sans aucun doute loin du compte.

L'intervention des 3 000 militaires russes et de leurs blindés se donnait officiellement pour tâche de sécuriser les lieux du pouvoir et bâtiments officiels que les sbires de Tokaïev avaient dû abandonner devant la pression des manifestants. Mais, outre à sauver la mise de la clique au pouvoir, cette intervention visait aussi à permettre à la Garde nationale kazakhe de se concentrer sur ses seules tâches répressives.



Aktau, manifestation le 4 janvier contre la hausse des prix du carburant

Il y a eu 10 000 arrestations selon les autorités. Mais ce chiffre officiel dissimule plus qu'il ne révèle la réalité de la répression. En province, dans l'ouest, à Janaozen et Aktau, là où le mouvement a débuté parmi les ouvriers du pétrole, la police est intervenue pour interdire des manifestations et disperser des grévistes juste après le débarquement des parachutistes russes.

Les ouvriers du pétrole ont une longue tradition de combativité. Il y a dix ans, leur grève, à Janaozen, ne s'était pas terminée avec le massacre de 16 manifestants ouvriers. Pendant des semaines, la police politique avait continué à faire la chasse aux « *meneurs* », aux militants, et les tri-

bunaux avaient multiplié les condamnations à des années de prison.

Cette répression n'avait pas pu briser la combativité ouvrière ni à Janaozen, ni dans sa province. En a témoigné la vague de grèves qui a secoué cette région l'été dernier : des grèves interdites, mais qui ont souvent obtenu, entre autres, des hausses de salaires de 50 %, voire 100 %, à hauteur de celle des prix.

Alors, en ce début d'année, ce que l'on peut souhaiter, c'est qu'une fois encore la répression des parasites au pouvoir ne puisse pas venir à bout du courage et de la combativité des travailleurs kazakhs.

Victime de cataclysmes naturels, mais surtout de la gabegie capitaliste et étatique !

LO



Les fortes précipitations qui se sont déversées sur la côte est de Madagascar suite au passage de la tempête Ana fin janvier ont fait plusieurs dizaines de morts et des dizaines de milliers de déplacés parmi les habitants des quartiers pauvres de la capitale. Quartiers dévastés, routes coupées, digues fragiles emportées par les flots puissants telles ont été aussi les conséquences du passage de ce déluge.

Quelques jours auparavant le gouvernement s'était contenté de faire poser des drapeaux rouges pour délimiter les zones présentant des risques imminents d'effondrement sur la colline de Manjakamiadana surplom-

bant la capitale et menaçant les récalcitrants de leur envoyer les forces de l'ordre s'ils n'obtempéraient pas à ses ordres de quitter les lieux.

Sans autre solution de relogement, ou confrontés aux prix prohibitifs des locations dus à la spéculation foncière, nombre des habitants de ces quartiers déshérités ont choisi de ne pas bouger de leur domicile malgré les graves risques encourus.

La responsabilité du gouvernement dirigé par Rajoelina est directement engagée et derrière lui toute la clique de profiteurs et de détournateurs de fonds publics.

Les dirigeants de l'État malgache disent ne pas avoir d'argent pour in-

vestir dans les logements sociaux, pas d'argent pour alimenter la population en électricité, pour construire routes et voies ferrées permettant de désenclaver régions et villages, mais ils en ont assez pour se faire livrer des milliers de fusils d'assaut et d'armes de poing par Israël et en doter leurs forces de répression.

On ne sait jamais, au cas où la colère des pauvres et des exploités leur explosait un jour à la figure !

Ce qu'on peut lui souhaiter de mieux en ce début d'année !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal Lutte ouvrière - Île de La Réunion pour une période de.....mois

NOM:
Prénom :
Adresse:

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter : Lutte ouvrière BP 184 97470 SAINT-BENOÎT e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale Lutte ouvrière Commission paritaire n° 1019C85576 Directeur de publication : Didier Lombard Tirage : 100 exemplaires ISSN : 2552-7282

